

LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 10 MAI 2017

SOMMAIRE

- 1) **Il lui faudra structurer...**
- 2) **Pour « 49-3 » le PS est « mort »**
- 3) **Les femmes préfèrent Macron**
- 4) **Gauche-droite ne sont pas mortes ??**
- 5) **Le vote FN des...**
- 6) **Il casse du bois vert sur...**
- 7) **Pas de Révolution avec Macron...**



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Le quinquennat d'Emmanuel Macron menacé par une instabilité gouvernementale majeure ?



Emmanuel Macron fête son accession à la présidence de la République sur l'esplanade du Louvre le 7 mai 2017
AddThis Sharing Buttons

Après la victoire d'Emmanuel Macron, on risque de faire face à une instabilité gouvernementale majeure, car son parti est éparpillé et n'est pas encore structuré, estime le chercheur Bruno Drweski.

RT France : Emmanuel Macron a remporté l'élection présidentielle. Comment voyez-vous son quinquennat ?

Bruno Drweski (B. D.) : Je ne sais pas si cela va durer 5 ans. Evidemment, cela devrait être le cas, mais si on tient compte du fait que nous avons un président qui finalement a été élu contre Marine Le Pen et non pas pour lui, si on prend en considération le taux d'abstention et le taux des votes blancs – qui constitue presque un tiers de l'électorat – et le fait que le parti d'Emmanuel Macron soit encore assez peu solide, on ne sait pas quel sera le résultat des élections législatives. Je ne sais pas si nous nous acheminons vers une instabilité gouvernementale majeure, mais on verra bien. La solidité de l'alliance qui va se bâtir autour d'Emmanuel Macron, ne semble pas être garantie.

RT France : Que montrent le taux d'abstention élevé et les plus de quatre millions de votes blancs ?

B. D. : C'est très révélateur. Partout en France, il y a eu une campagne d'un certain nombre de militants politiques, de différentes formations politiques, soit en faveur de l'abstention, soit pour le vote blanc. L'abstention comme le vote blanc, dans une large mesure, est un vote d'affirmation contre le double choix qui a été proposé aux électeurs. Ce n'était pas le cas lors des élections précédentes.

RT France : Que vous inspire le résultat de la candidate du Front national ?

B. D. : Le résultat du Front national [FN] est évidemment très faible. On peut donc dire que sur ce plan-là, la campagne de barrage au FN a fonctionné. Elle a d'autant plus fonctionné qu'on peut dire que dans la dernière partie de la campagne électorale, Marine Le Pen a fait mauvaise figure. En fait, elle est déjà apparue

perdante, ce qui d'ailleurs fait dire à certaines personnes qu'elle ne souhaitait pas être élue, qu'elle n'y croyait pas, et qu'elle voulait plutôt se préparer pour le Parlement, pour les élections législatives.

RT France : Avez-vous un pronostic pour les législatives ?

B. D. : Je ne sais pas du tout. En fait, nous avons un président élu avec un parti qui n'est pas encore structuré. Les partis politiques qui étaient structurés, se sont délités – que ce soit le Parti socialiste, Les Républicains ou le Parti communiste. Le Front national n'est pas non plus un parti très solide, donc nous ne savons pas comment ils peuvent réussir à s'organiser en l'espace d'un mois pour avoir des députés.

rt.com

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Jugeant le PS «mort», Valls veut se présenter aux législatives sous l'étiquette la République en Marche

Par Agence Reuters

Manuel Valls a annoncé mardi qu'il serait candidat de la "majorité présidentielle" à Evry (Essonne), aux élections législatives du 11 et 18 juin, indiquant qu'il souhaitait s'inscrire dans la République en Marche, le mouvement du président élu Emmanuel Macron.

Manuel Valls a annoncé mardi qu'il serait candidat de la "majorité présidentielle" à Evry

(Essonne), aux élections législatives du 11 et 18 juin, indiquant qu'il souhaitait s'inscrire dans la République en Marche, le mouvement du président élu Emmanuel Macron. "Je ne suis pas en embuscade, je veux la réussite d'Emmanuel Macron", a dit l'ancien Premier ministre socialiste sur RTL.

"Comme j'invite d'ailleurs tous les députés sortants, les progressistes, ceux qui ont appelé à voter pour Emmanuel Macron avant le premier tour, ceux qui souhaitaient sa victoire, moi je serai candidat de la majorité présidentielle et je souhaite m'inscrire dans ce mouvement qui est le sien, la République en marche", a-t-il ajouté.

"Nous sommes dans un moment majeur. Parlons franchement, nous nous retrouvons dans la plupart des propositions du projet qu'Emmanuel Macron porte, oui ou non? Oui", a-t-il souligné. "Aujourd'hui l'essentiel c'est de donner une majorité large et cohérente (...) à Emmanuel Macron pour qu'il puisse gouverner".

Réagissant quelques minutes plus tard sur Europe 1, Benjamin Griveaux, porte-parole d'Emmanuel Macron, a fait savoir que Manuel Valls n'avait "pas été investi par la commission nationale d'investiture ou alors sa candidature m'a échappé". "Si vous ne déposez pas votre candidature, vous ne pouvez pas être investi par En Marche ! Il lui reste 24 heures", a-t-il ajouté. La procédure est la "même pour tout le monde".

Depuis la victoire de l'ex-ministre de l'économie à l'élection présidentielle dimanche, les tractations se multiplient en vue des élections législatives au cours desquelles la droite espère prendre sa revanche et la gauche éviter une nouvelle débâcle. Au Parti socialiste, sorti laminé de la présidentielle, les discussions sont vives sur la stratégie à suivre entre l'aile droite, partisane d'un rapprochement avec Emmanuel Macron, et l'aile gauche, autour de Benoît Hamon, qui devrait demander mardi lors d'une réunion du bureau national des sanctions contre Manuel Valls.

Interrogé sur sa possible exclusion, l'ex-chef du gouvernement de François Hollande a répondu : "Le PS va exclure un ancien Premier ministre qui a toujours été loyal (...) sans jamais exclure ou se poser la question de ceux qui votaient contre la loi de finances ou de ceux qui préparaient des motions de censure?". "Je vois que les vieux partis veulent exclure, aujourd'hui ce qu'il faut c'est rassembler, pas exclure", a-t-il ajouté, évoquant un PS "mort, qui est derrière nous".

La République en Marche, nouveau nom du mouvement En Marche, doit présenter jeudi la liste de ses 577 candidats investis pour les élections législatives. A ce stade, selon le président de la commission d'investiture Jean-Paul Delevoye, les noms de 500 candidats ont été arrêtés.

(Reuters)

mediapart.fr

MAIS AUSSI

Manuel Valls : "Je serai candidat de la majorité présidentielle"

Un candidat En Marche déjà "positionné" dans sa circonscription

En effet, à peine quelques minutes après cette annonce, les partisans du nouveau Président se sont empressés d'expliquer que Manuel Valls n'avait pas déposé de candidature auprès de la commission chargée d'attribuer les investitures. "Si vous ne déposez pas votre candidature, vous ne pouvez pas être investi par En Marche", a indiqué le porte-parole d'Emmanuel Macron, Benjamin Griveaux sur Europe 1. Avant d'ajouter avec un brin d'ironie qu'il lui "restait encore 24 heures" pour le faire (les noms des candidats investis par En Marche doivent être communiqués jeudi).

Le président de cette commission, Jean-Paul Delevoye, a lui aussi refroidi les ardeurs de Manuel Valls. "A ce stade, nous n'avons pas reçu la demande de candidature de monsieur Valls. Nous apprécions le soutien qu'il apporte au président de la République et au projet présidentiel. Et si sa parole n'est pas anodine - c'est un ancien Premier ministre -, les procédures sont imposables à tous, quels qu'ils soient", a-t-il déclaré sur LCI.

Il rappelle à Manuel Valls que *"personne ne peut revendiquer cette investiture, c'est la commission, qui en totale indépendance, décide de l'accorder ou de ne pas l'accorder"*. D'ailleurs, un candidat ou une candidate serait déjà *"positionné"* dans cette circonscription, indique Jean-Paul Delevoye. Boudé par le mouvement d'Emmanuel Macron, l'ex-Premier ministre pourrait finalement se rétracter et se contenter de l'étiquette PS pour les législatives.

Mais là encore, il n'est pas certain que les socialistes le tolèrent encore parmi eux. En affirmant ce mardi que le PS était désormais *"mort"*, Manuel Valls a fini de se marginaliser. *"Je pense qu'il ne remettra plus les pieds à Solférino"*, estime d'ailleurs le député Alexis Bachelay.

Les atermoiements de Manuel Valls incitent même ses proches à prendre leurs distances avec lui. Sur Twitter, le sénateur-maire d'Alfortville, Luc Carvounas, assure qu'il ne le suivra pas puisqu'il reste *"attaché à son Parti et ses valeurs"*. *"Ce n'est pas dans les moments difficiles qu'on doit tourner le dos à sa famille politique"*, a lancé de son côté la secrétaire d'État en charge des Personnes âgées, Pascale Boistard. Six mois après son départ de Matignon, l'avenir politique de Manuel Valls s'écrit de plus en plus en pointillé...



Luc Carvounas @lucarcvounas
Je suis progressiste réformiste mais aussi socialiste attaché à son Parti et ses valeurs. Non @manuelvalls je ne te suivrais pas cette fois

La vallsiste Pascale Boistard se dit **"extrêmement déçue"** par Valls

<http://www.lci.fr/elections/il-lache-le-ps-mais-recoit-un-accueil-glacial-d-emmanuel-macron-et-en-marche-manuel-valls-un-candidat-indesirable-pour-les-legislatives-2051446.html>

lci.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

par Arnaud Bihe

Les femmes semblent avoir voté pour Emmanuel Macron davantage que les hommes. Mais, comme au premier tour, les instituts de sondages ne donnent pas tous la même réponse.

Une chose est sûre : dimanche 7 mai, les électeurs et électrices ont porté Emmanuel Macron à la présidence de la République à une large majorité, 66%. Mais les suffrages des femmes et des hommes se sont-ils exprimés de la même façon ? Au premier tour, les instituts de sondages se contredisaient sur cette question. Et c'est encore le cas à l'issue du scrutin du 7 mai.

Impossible, donc, de parler avec certitude d'un vote genré. Sur quatre enquêtes d'instituts de sondage, portant sur de larges échantillons, analysées par Les Nouvelles NEWS, deux observent un vote féminin légèrement plus prononcé pour Emmanuel Macron dans l'électorat féminin, une autre un vote Macron clairement plus féminin que masculin. Mais une quatrième conclut à l'inverse que les femmes ont, bien plus que les hommes, voté pour Marine Le Pen.

Commençons par ce dernier. C'est un sondage Opinionway1, selon lequel 63% des électrices ayant porté leur voix sur un.e candidat.e auraient fait le choix d'Emmanuel Macron (4 points de moins que les hommes) tandis que 37% auraient voté Le Pen (4 points de plus que les hommes). Le vote Le Pen serait donc majoritairement féminin.

Mais pour Ipsos, c'est tout le contraire : c'est le vote Macron qui serait, plus majoritairement encore, porté par les femmes, avec un écart de 6 points entre électrices et électeurs. Ce sont 68% des électrices qui auraient voté pour le candidat d'En Marche, contre 32% pour la représentante du Front National (62/38 chez les hommes).

Deux autres instituts de sondages vont dans ce sens, mais avec des marges bien plus réduites. Pour l'IFOP, 67% des électrices et 65% des électeurs auraient voté pour le candidat d'En Marche. Autre lecture : 52,6% des personnes ayant voté Macron seraient des femmes, tandis que Marine Le Pen aurait obtenu autant de voix

féminines que masculines.

Pour Harris Interactive également, l'électorat d'Emmanuel Macron serait un tout petit peu plus féminin (51/49), et à l'inverse celui de Marine Le Pen un peu plus masculin. Mais cette observation se situe dans la marge d'erreur.

Sondage OpinionWay réalisé en ligne le dimanche 7 mai sur un échantillon de 7752 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus et inscrites sur les listes électorales, ayant voté au second tour de l'élection présidentielle ;

Enquête Ipsos réalisée en ligne du 4 au 6 mai auprès de 4838 personnes inscrites sur les listes électorales ;

Enquête Harris Interactive réalisée en ligne le dimanche 7 mai. Échantillon de 6994 personnes inscrites sur les listes électorales.

lesnouvellesnews.fr

IV) Pourquoi il est beaucoup trop tôt pour dire que la droite et la gauche sont mortes

La victoire d'Emmanuel Macron n'est malheureusement pas dissociable des progrès électoraux de Marine Le Pen dans une opinion française qui n'a pourtant pas dit son dernier mot.



Nathalie Krikorian-Duronsoy est philosophe, analyste du discours politique et des idéologies.

Environ 20 millions d'électeurs pour Emmanuel Macron, 10,5 millions pour Marine Pen, ainsi s'achève la Présidentielle 2017, qui pour

beaucoup illustrerait la fin d'une époque.

Les apparences nous le disent, avec l'élimination de deux anciens Présidents de la République, trois anciens premiers ministres, et l'exclusion de la compétition des deux partis de gouvernements, Les Républicains et le Parti Socialiste.

C'est la fin d'une histoire dit le vainqueur, qui s'est employé à créer autour de sa personne et de son nom une dynamique portant ses initiales, En Marche, dont la logique était somme toute, celle du chamboule tout.

Quittant le quinquennat hollandais pour créer ex nihilo son propre parti, le nouveau Président a bâti sa victoire sur l'émergence d'un mouvement « anti-parti », « anti-système », rejetant la droite et la gauche de gouvernement.

Tout comme ses deux concurrents directs et sérieux de l'entre-deux tours, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon qui, malgré sa non-présence, a pesé sur l'élection via une forme d'appel à l'abstention et au vote nul ou blanc.

Tout semble s'être passé, lors de cette Présidentielle 2017, comme si un malin génie avait d'un coup de baguette magique remplacé les vrais candidats par des fake : Marine Le Pen à la place de François Fillon, et Emmanuel Macron au lieu de François Hollande ou Manuel Valls.

La configuration de l'opposition entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, tous deux élus au premier tour sur la disparition des deux grands partis qui structuraient la vie politique française depuis 1945 reflète pourtant la réalité politique du pays.

Mais ça n'est pas tant la division droite/gauche qui est en train de voler en éclat comme on voudrait nous le faire croire, que son contenu. La dichotomie bientôt tri-centenaire étant incarnée lors de cette Présidentielle par, d'un côté les idées du FN et de l'autre, le projet d'En Marche.

C'est pourquoi la mise en scène, sur l'Esplanade du Louvre, d'un homme seul marchant jusqu'à la tribune au son de l'hymne européen, comme son discours, avaient pour objectif de transmettre un double message. Que le Président élu est fermement décidé à incarner le pouvoir, l'Etat et la Nation, mais surtout que son « désir d'avenir » est d'en finir avec le PS et LR et d'éjecter tous ceux qui n'adhéreraient pas à l'étiquette En Marche et au programme d'Emmanuel Macron.

Tel est du reste le sens de ses mots désignant : « Les Français qui ont voté pour moi, sans avoir nos idées ... », le « nous » identitaire exprimé dans « nos idées » s'opposant aux « Français qui ont voté pour moi » créée de facto et volontairement une fracture, entre ceux qui se sont identifiés au programme du Président élu, et ceux qui, ayant voté pour lui, en sont pourtant exclus ... jusqu'à ce qu'ils adhèrent à En Marche.

Durant la soirée électorale d'hier les commentateurs du PAF ont beaucoup glosé sur une « recomposition fracassante de la vie politique », parlant de « recomposition au sommet », précisant que la « nouvelle offre politique », incarnée par Emmanuel Macron et son mouvement, poussait à « un jeu de décomposition et de recomposition » des partis, allant même jusqu'à affirmer que cette recomposition « marque vraiment la fin du clivage politique gauche contre droite, dans la vie politique française ».

C'est aller bien vite en besogne. Car, passée l'élimination un peu attendue du candidat Les Républicains, au premier tour, et une fois acté l'éclatement du PS dont monsieur Macron a récupéré une majorité d'électeurs, le fait marquant de cette Présidentielle demeure la montée spectaculaire du FN, prouvant le succès de sa légitimation politique auprès de l'opinion.

En augmentant son score de plus de 3 millions d'électeurs entre les deux tours, la Présidente du FN, malgré une campagne et un débat calamiteux, a su incarner une nouvelle droite, trouvant sa place dans le coeur de 31,4% des Français.

On aurait donc tort de s'aveugler aux symboles réjouissants agités par le nouveau Président, s'auroyant de la Pyramide mitterrandienne, enjambant son prédécesseur historique, François Hollande, avant même la passation de pouvoir et marchant seul pour rejoindre son destin et les siens.

Ce parcours il le doit en partie à un combat commun avec son opposé, le FN. Cela consiste, après avoir vaincu les candidats des partis du système, à surfer sur leur discrédit populiste et à prospérer sur de nouvelles lignes idéologiques, sur un « nouveau clivage » selon lui, opposant, selon la définition de Marine Le Pen, « les patriotes et les mondialistes. »

De sorte que la Présidente du FN, indirectement soutenue par les succès du mouvement En

Marche, malgré une baisse sur le score attendu, sort renforcée de ce combat. Elle affirmait donc hier son objectif : « une transformation profonde » du FN « engagé dans des stratégies d'alliances » pour « devenir la première force d'opposition au projet d'Emmanuel Macron ».

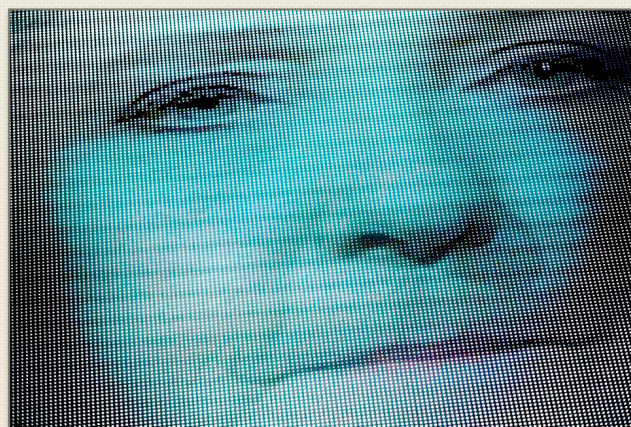
C'est pourquoi le rêve commun aux chefs d'En Marche et du Front National de voir disparaître du paysage politique les anciens partis de droite et de gauche pourrait devenir, s'il était confirmé par les élections législatives, le cauchemar des Français.

Fort heureusement, 69% d'entre eux ayant affirmé « ne pas être satisfaits par l'offre du second tour de l'élection Présidentielle », il s'avère évident que « les gens » de Mélenchon ne seront pas les seuls Français à refuser une opposition droite/gauche incarnée d'un côté, par le Front National, et de l'autre par En Marche.

atlantico.fr

V) Les catholiques ont davantage voté FN que la moyenne nationale

Par Bernadette Sauvaget



Marine Le Pen, à l'écran lors de son grand meeting au Parc des expositions, à Villepinte, le 1er mai. Photo Laurent Troude pour

Signe de la radicalisation d'une frange conservatrice, les catholiques ont voté à 38% pour Marine Le Pen, soit plus que la moyenne nationale.

La digue a sauté. Contrairement à des habitudes électorales longtemps ancrées, les catholiques ont largement voté, ce dimanche, pour Marine Le Pen : à 38%, soit 4% de plus que la moyenne nationale, selon un sondage Ifop pour la Croix et Pèlerin. Une (petite) consolation : les pratiquants réguliers ont résisté (un peu) mieux aux sirènes frontistes, votant à 29% pour la candidate du FN. Toutefois, Marine Le Pen y a fait un réel bond en avant. Au premier tour, seulement 15% des pratiquants réguliers avaient porté leurs suffrages sur la candidate de l'extrême droite. Celle-ci obtient son meilleur score parmi les pratiquants occasionnels où elle atteint 46% des voix.

Mouvance ultraconservatrice

Le vote des catholiques a toujours penché à droite mais demeurerait rétif à l'égard de l'extrême droite. «Le changement de 2017 est inédit», remarque Jérôme Fourquet, directeur des études d'opinions à l'Ifop. Il signe le poids pris par la mouvance ultraconservatrice qui a notamment mené le combat, au début du quinquennat, contre le mariage pour tous. Cette frange très organisée s'est radicalisée entre les deux tours.

Face à cela, la hiérarchie est restée majoritairement silencieuse. Pour le catholicisme intransigeant, Emmanuel Macron, qui s'est engagé à ouvrir la PMA aux couples de femmes, incarne un libéralisme honni sur les questions sociétales. La Manif pour tous a mené une virulente campagne contre lui, le suspectant malgré ses dénégations de vouloir légaliser la GPA. Pour Jérôme Fourquet, le basculement catholique vers l'extrême droite s'explique aussi «par le rejet de l'islam, l'un des carburants essentiels de ce choix».

Bernadette Sauvaget



MAIS AUSSI

Sans messie, les cathos déchirés

Par Bernadette Sauvaget



Dans le petit village d'Ennemain (Somme), lors du dernier meeting de Marine Le Pen, jeudi. Photo Albert Facelly pour «Libération»

Le silence gêné observé durant l'entre-deux-tours par la Conférence des évêques de France a semé le trouble dans les églises. Révélatrice du pouvoir de la frange conservatrice au sein de la hiérarchie, ce refus de trancher permet aussi aux modérés de sortir de l'ombre.

Malaise à tous les étages du catholicisme français. Deux semaines folles pendant lesquelles la hiérarchie, bunkérisée dans ses principes, s'est discréditée, à l'exception notable d'une douzaine d'évêques. Une séquence signant la radicalisation d'un catholicisme de droite, ultraconservateur, sûr de lui depuis les succès des manifestations contre le mariage pour tous de 2013, mais orphelin depuis l'élimination de François Fillon au premier tour de la présidentielle. In fine, dimanche, le vote des catholiques en faveur de Marine Le Pen pourrait bien dépasser la barre des 40 %, ce qui signifierait une cinglante défaite morale pour l'Eglise. La candidate d'extrême droite et son allié Nicolas Dupont-Aignan ont d'ailleurs voulu envoyer un dernier signe à cet électorat avec une visite (très chahutée) vendredi à la cathédrale de Reims, façon habile d'exalter le thème (très apprécié à droite) des racines chrétiennes.

La crise a débuté très vite, dès le 23 avril, deux heures après les résultats du premier tour, par la publication d'un texte très timoré de la Conférence des évêques de France (CEF). «On s'attendait à autre chose après leur document à l'automne sur la politique», déplore en off un des plus importants théologiens français.

Cette contribution publiée le 13 octobre, («Dans un monde qui change, retrouvez le sens du politique»), prenant à rebrousse-poil les thèmes conservateurs (comme les racines chrétiennes) défendus par la droite, avait été très remarquée.

Mais très vite, entre les deux tours, la CEF a été débordée sur son aile droite par les prises de position de Sens commun ou de la Manif pour tous, appelant pour le premier au «ni Macron ni Le Pen», et pour la seconde à un «tout sauf Macron». Malgré les pressions exercées en interne pour une clarification anti-Le Pen, la direction de la CEF n'a pas bougé, s'enfermant dans une sorte d'entêtement. «Nous n'avons pas voulu pas être instrumentalisés. Je ne me voyais pas dire pour qui je votais par un tweet», s'agace un cardinal.

Tension extrême.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, l'Eglise, c'est vrai, ne donne plus de consignes de vote, un principe avalisé dans un rapport publié en 1972, «Pour une pratique chrétienne de la politique». Après ce texte, les évêques ont quand même continué à poser des balises au vote catholique. Dans les années 70, le vote à gauche n'est plus tabou. Mais la limite posée est celle du ralliement au marxisme. Après le succès du FN à Dreux (Eure-et-Loir), lors des municipales de 1983, la donne change. «Les cardinaux Albert Decourtray et Jean-Marie Lustiger, deux grandes figures, vont réaffirmer continuellement la défiance catholique à l'égard du parti de Jean-Marie Le Pen», explique l'historien et sociologue des religions Philippe Portier. Ce non possumus de l'Eglise à l'égard de l'extrême droite a culminé en 2002. De grandes voix, celle du cardinal Lustiger en particulier, des déclarations très fortes et assumées contre un vote Front national, compensaient une certaine faiblesse des communiqués officiels.

En 2017, l'entre-deux-tours de la présidentielle clôt, de fait, un chapitre. A preuve, la tension extrême qui était palpable, ces deux dernières semaines, dans l'épiscopat divisé. Deux minorités, une clairement réactionnaire et l'autre plus progressiste, se font face (une quinzaine d'évêques de chaque côté). Au milieu, un grand marais centriste qui fluctue. Investi dans une très efficace reconquête culturelle depuis un quart de siècle, le catholicisme conservateur, soutenu par les pontificats de Jean Paul II et Benoît XVI, a pu changer les rapports de forces internes et imposé sa voix.

La Manif pour tous a éclos sur ce terreau. «Sur fond de droitisation générale de la société française, il y a eu une recomposition du militantisme catholique», souligne Portier. Fracturant l'Eglise. «Il faut rappeler que 40 % des pratiquants étaient eux-mêmes favorables au

mariage pour tous», ajoute l'avocat Jean-Pierre Mignard, soutien de Macron. De fait, le poids du catholicisme de gauche - d'ouverture, libéral... les qualifications sont devenues floues - n'est pas négligeable, malgré ce qu'en disent ses adversaires. Selon Jérôme Fourquet, directeur à l'Ifop et l'un des meilleurs analystes du vote confessionnel, il représente un tiers des pratiquants. Dans les débats sur le second tour, cette frange a repris la parole, multipliant les appels et les pétitions, dénonçant le silence des évêques. «Entre les deux tours, leur texte était en deçà de ce qu'on attendait d'eux, s'insurge Martine, une catholique engagée en Seine-Saint-Denis. L'Eglise aurait dû dire clairement que Marine Le Pen et le FN sont incompatibles avec l'Evangile.» «L'Eglise est frileuse en ce moment», renchérit Régis Charre, prêtre dans le quartier lyonnais des Minguettes.

«Evénement historique».

A Lyon, un autre curé, plus médiatique, Christian Delorme, a taclé sa hiérarchie. «Le silence des évêques, qui équivaut à une autorisation morale donnée aux catholiques de voter Le Pen s'ils pensent pouvoir le faire "en conscience", représente un événement historique», écrit-il dans une tribune au Monde.

Contrairement au protestantisme, les milieux catholiques ont très peu la culture du débat. «L'affichage public des divergences participe du malaise actuellement ressenti», estime le sociologue Yann Raison du Cleuziou. «Les évêques sont obsédés par le fait de ne pas créer de divisions», appuie Philippe Portier. Situé plutôt à gauche sur l'échiquier épiscopal, l'évêque du Havre, Jean-Luc Brunin, soutient la stratégie de la CEF : «Si nous allons plus loin, des diocèses vont être ingérables.»

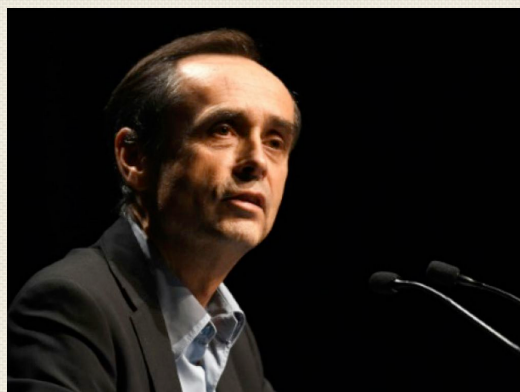
Cette stratégie a tétanisé la hiérarchie épiscopale au point de ne pas pouvoir rallier la déclaration commune signée par les leaders juifs, musulmans et protestants. La division s'est affichée et sans doute enkystée durablement. Seul point positif : la parole catholique n'est plus monopolisée par la mouvance conservatrice. De ce fait, ce moment électoral a notoirement revivifié le pluralisme catholique. Mais sans doute insuffisamment pour pallier un discrédit dans l'opinion publique.

Bernadette Sauvaget



VI) Robert Ménard dézingue Marine Le Pen après sa défaite contre Emmanuel Macron

Le maire de Béziers, proche du Front national, a estimé mardi que le parti d'extrême droite avait commis "deux erreurs colossales", sur l'euro et les alliances, alors que lui-même souhaite une "union de la droite".



Le maire de Béziers Robert Ménard, proche du Front national, a estimé mardi que le parti d'extrême droite avait commis "deux erreurs colossales".(c) Afp

Challenges.fr La rédaction du site

L'heure est au règlement de compte au FN. Le maire de Béziers Robert Ménard, proche du Front national, a estimé mardi que le parti d'extrême droite avait commis "deux erreurs colossales", sur l'euro et les alliances, alors que lui-même souhaite une "union de la droite".

Interrogé par Sud Radio sur les raisons de l'échec de Marine Le Pen au second tour de la présidentielle, Robert Ménard a jugé qu'"il y a eu deux erreurs colossales de la part du Front national". "Il faut savoir tisser des alliances, pas simplement avec Nicolas Dupont-Aignan" et "il faut arrêter de dire des bêtises sur l'euro", selon lui. "Il ne faut pas sortir de l'euro, cela fait deux ans que je l'explique aux dirigeants du FN", a affirmé Robert Ménard.

"Cela n'a rien à voir avec Bruxelles"

"Les responsables du Front national, dès qu'il y a un problème cela vient de Bruxelles. Ce n'est pas vrai ! S'il y a des problèmes pour nos gosses à l'école, si la famille est mal défendue, s'il y a des questions d'immigration, si l'autorité ne

fonctionne pas, honnêtement cela n'a rien à voir avec Bruxelles. La France est assez grande toute seule pour faire des bêtises", a dit l'ancien responsable de Reporters sans frontière. Appelant à constituer une "union de la droite", le maire de Béziers a pris exemple sur sa ville où "dans la majorité municipale il y a des élus LR, FN".

"Ici, on arrive à gouverner ensemble, on est d'accord sur 90% des dossiers, essayons de faire la même chose au niveau national", a-t-il lancé, affirmant "l'expliquer à Marine Le Pen depuis des mois". "Peut-être est-ce plus audible aujourd'hui que ces derniers temps..."

(Avec AFP)



VII) RSA, APL, Smic, retraites... Ce que propose Emmanuel Macron pour les plus modestes

Nicolas Raffin

PROGRAMME Le nouveau président ne prévoit pas de révolution sur ce sujet...

Emmanuel Macron veut unifier le versement de certaines prestations sociales

Son programme prévoit une augmentation du Smic net d'environ 100 euros

Mais l'Observatoire des inégalités estime que toute une catégorie de la population est oubliée

Déjà attaqué via les MacronLeaks, Emmanuel Macron doit faire face à une nouvelle rumeur, propagée sur les réseaux sociaux. Elle accuse le représentant d'En marche ! de vouloir supprimer les APL.



Lille, le 22 octobre 2012. Illustration sur la Caisse d'Allocations Familiales (CAF). - M.LIBERT/20 MINUTES

Cette affirmation vient d'une phrase de Marine Le Pen prononcée lors du débat. « Vous avez indiqué que nous n'allons pas continuer de financer l'APL pour 20 millions de foyers. Moi je propose au contraire de les augmenter » avait-elle lancé à son opposant. L'équipe d'Emmanuel Macron avait vite démenti via un tweet, mais le Huffington Post a remarqué que la fausse nouvelle continuait de se propager. Au-delà de cet exemple, que prévoit vraiment le programme du président élu pour les plus modestes ? 20 Minutes fait le point.

Les aides personnalisées au logement (APL) : vers une automaticité

Partant du constat « de la complexité des minimas sociaux », Emmanuel Macron veut créer un « versement social unique et automatique ». Une fois les revenus du foyer étudiés par l'organisme compétent, les différentes prestations (APL, RSA, prime d'activité) seraient versées le même jour, en début de mois. Le premier versement devrait intervenir au maximum 3 mois après le dépôt du dossier.

Le revenu de solidarité active (RSA) : améliorer la couverture

Concernant le RSA socle, qui s'adresse

majoritairement aux personnes de plus de 25 ans sans aucun revenu, Emmanuel Macron entend « lutter contre le non-recours ». Si fin 2016, 1,84 million de personnes touchaient ce minima, environ 1/3 de ceux qui y auraient droit ne le réclameraient pas.

Comme expliqué précédemment, le nouveau chef de l'Etat veut rendre le versement de cette prestation automatique et la grouper avec les APL.

Quant à la *prime d'activité* (qui remplace le RSA activité et la prime pour l'emploi), Emmanuel Macron a promis de l'augmenter de 50 %. Selon le site d'En marche !, l'augmentation moyenne sera de 80 euros et concernera 2,4 millions de foyers, « dont 500.000 familles monoparentales ».

Le Smic : un petit coup de pouce

Pas de mesures directes pour les salariés touchant le Smic, mais une revalorisation indirecte. En effet, en combinant l'augmentation de la prime d'activité (voir paragraphe précédent) avec la suppression des cotisations maladie et chômage, le nouveau président promet « 100 euros net supplémentaires [mensuels] » pour les salariés au Smic. Actuellement, ce dernier représente environ 1150 euros nets par mois.

Les petites retraites : pas de hausse de la contribution sociale généralisée (CSG)

Pour compenser la suppression des cotisations, Emmanuel Macron prévoit une augmentation de la CSG de 1,7 point. Cette hausse touchera tous les salariés, mais aussi 60 % des retraités. Les autres - les retraités touchant moins de 14.375 euros annuels s'ils vivent seuls, ou 22.000 euros en couple - en seront exemptés. Quant au minimum vieillesse, il devrait passer de 800 à 900 euros pour une personne seule.

Et les jeunes alors ?

Pour Louis Maurin, le directeur de l'Observatoire des inégalités, Emmanuel Macron a oublié toute une catégorie de la population dans son programme à destination des plus modestes. « La question, c'est qu'est-ce qu'on fait des jeunes des milieux populaires qui ont entre 18 et 25 ans ? Malgré la création de la garantie jeune, beaucoup restent sur le carreau » note le spécialiste, qui plaide pour une extension du RSA jusqu'à 18 ans.

« Je ne pense pas que le RSA règle tout, mais si cela peut éviter d'être à la rue, c'est déjà ça » conclut Louis Maurin.

20minutes.fr

A Suivre...
La Presse en Revue

A Suivre...
La Presse en Revue